



CIBLE

Ignominie

Le 8 décembre 2014, la France a signé avec les États-Unis un accord en vue de la création d'un fonds d'indemnisation des victimes non françaises de la Solution finale qui ont été transportées par la SNCF vers les camps d'extermination. Cent mille dollars seront versés aux déportés survivants et plusieurs dizaines de milliers à leurs conjoints et descendants. En contrepartie, les États-Unis défendront la SNCF contre les actions en justice intentées pour participation au génocide des Juifs.

Ainsi, la France reconnaît la culpabilité de son entreprise publique afin qu'elle puisse passer des marchés !

Les salauds qui ont fait ce deal font semblant d'oublier que la SNCF était requise par l'occupant allemand et surveillée par des cheminots allemands. Ils font semblant d'oublier que les cheminots français ont subi une répression féroce : plusieurs centaines de fusillés, 2480 déportés dont 1100 qui ne sont pas revenus. Ils font semblant d'oublier que la SNCF a reçu la Croix de Guerre et la Légion d'Honneur à titre militaire.

L'Assemblée nationale, qui doit se prononcer sur cet accord, doit refuser cette ignominie.

Roumanie

La question royale

p. 6-7

Yémen

Le plan
Salman

p. 5

Idées

Bernard
Maris

p. 9

Marine marchande

Malgré le déclin de son transport maritime notre pays peut devenir une grande puissance maritime. S'il en a l'ambition.

Le président de l'Institut Français de la Mer écrivait en 2009 que « *la mer est l'avenir de la terre.* » Malgré des alternatives ferroviaires comme la « route de la soie terrestre », reliant l'océan Pacifique à la mer Baltique, le transport maritime reste le moyen le plus rentable d'acheminer de grandes quantités de marchandises sur une longue distance. Le trafic maritime mondial ne cesse d'ailleurs de croître. Huit milliards de tonnes de marchandises sont transportées chaque année par plus de 50 000 navires embarquant 466 000 officiers et 721 000 hommes d'équipage. Les flux de cargaisons maritimes ont été multipliés par cinq en trente ans. Le transport maritime devrait représenter quinze milliards de tonnes en 2020.

Il est par ailleurs le mode de transport le plus sûr, 99 % des navires effectuant leur voyage sans incident. Il est également le plus économe en énergie.

Il en consomme deux fois moins que le transport ferroviaire et dix fois moins que le transport routier. En outre, il émettrait cinq fois moins de CO₂ que le transport routier et treize fois moins que le transport ferroviaire.

Malgré ce contexte favorable et les ambitions environnementales affichées par notre pays, la flotte marchande française ne cesse de diminuer. Elle occupe aujourd'hui le vingt-neuvième rang mondial contre le quatrième dans les années 70 !

En 2007, la France se situait à la onzième place des flottes européennes avec 213 navires de transport d'une jauge bute

supérieure à cent unités, loin derrière la Grande-Bretagne, championne avec 1 596 navires et juste derrière la Belgique avec 233 navires. Au premier janvier 2015, la flotte de commerce sous pavillon français ne compte plus que 179 navires de cette catégorie. La remise en cause par la Commission européenne, en 2004, d'un avantage fiscal à l'investissement explique en partie ce déclin.

La marine marchande française conserve pourtant de nombreux atouts et le transport maritime présente un intérêt économique certain pour notre pays.



Notre flotte est jeune (7,7 ans en moyenne) et compte au total plus de 1 000 navires contrôlés par l'armement français dont environ 600 battant pavillon français.

Une centaine d'entreprises maritimes françaises emploient plus de 20 000 navigants et 20 000 personnels sédentaires dans le monde entier (dont respectivement 16 000 et 6 000 en France). Le groupe français CMA CGM occupe la quatorzième place mondiale des compagnies maritimes toutes activités confondues et la troisième pour les conteneurs. La France est en pointe dans une dizaine d'industries ou de métiers liés au transport maritime : assurances maritimes, finan-

cements du transport maritime, courtage d'affrètements et de navires, construction navale, recherche océanographique, services maritimes à l'*off shore* pétrolier...

Plusieurs sociétés françaises comptent parmi les principaux câblers intervenant dans le secteur stratégique de l'acheminement des télécommunications et de l'énergie électrique. La marine marchande française est par ailleurs championne du monde de la qualité et de la sécurité.

Le monde maritime souffre aussi de la dérégulation et de la mondialisation. Avec l'intention affichée de préserver l'emploi et la compétitivité, le gouvernement français a dans ce contexte créé un nouveau registre d'immatriculation des équipages, le RIF (Registre International Français). S'il satisfait les armateurs, il a été dénoncé comme un « pavillon de complaisance à la française » (un marin malgache revient quatre fois moins cher qu'un marin français). Le gouvernement français a également élaboré un dispositif fiscal de taxe au tonnage favorable aux armateurs français. Au grand soulagement de ces derniers, la Commission européenne vient de valider ce dispositif après trois ans d'enquête. Il est cependant regrettable que la France se contente de mesures techniques d'incitation fiscale ou sociale, soumises, de surcroît, à l'approbation de son autorité de tutelle.

La France maritime, DROM-COM (1) compris, représente en effet une force considérable avec une zone économique de 11 millions de km, plus de 50 milliards d'euros de valeur de production et plus de 300 000 emplois. Sans oublier, comme a écrit Baudelaire, « *que l'homme libre toujours chérira la mer.* » Autant de raisons de vouloir faire de la France une grande puissance maritime. Encore faut-il tenir la barre.

Laurent LAGADEC

(1) Les DROM, sont la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane, la Réunion et Mayotte (depuis 2011). Les COM sont la Nouvelle Calédonie, la Polynésie française, Wallis et Futuna, St Pierre et Miquelon, St Barthélemy, St Martin, les terres Australes et Antarctiques.

SOMMAIRE

P 1 : Cible : Ignominie - P 2 : France : Marine marchande - P 3 : Mistral : Une obstination insensée - P 3 : Écho des blogs : Sauvons la République ! - P 4 : Grande-Bretagne : « Keep calm and carry on » - P 5 : Yémen - Le plan Salman - P 5 : Brèves : Russie, Roumanie, Bulgarie, Burundi, Portugal - P 6-7 : Roumanie : Le roi Michel I^{er} arbitre incontournable de son pays - P 8 : National-socialisme : La haine et la honte - P 9 : Idées : Et si on aimait Bernard Maris ? - P 10 : Livres : Numéro zéro - Atlas des préjugés - P 11 : Mercredis de la NAR - Sortie du 14 juin 2015 à Villers-Cotterêts pour le 500^e anniversaire de l'accession au trône de François I^{er} - P 12 : Édito par Bertrand Renouvin : Sur la réforme du collège

Une obstination insensée

Selon le quotidien « *Kommersant* », la France propose de rembourser 785 millions d'euros à la Russie afin de pouvoir revendre les deux Bâtiments de Projection et de Commandement (BPC) à on ne sait qui.

Ainsi, François Hollande s'obstine dans une posture insensée, une fois encore dictée par Washington : il s'agit de punir « la Russie de Poutine » au motif qu'elle intervient pour soutenir les insurgés de l'Est de l'Ukraine. Le gouvernement russe, qui avait commandé à la France le Vladivostok et le Sébastopol afin de marquer sa considération politique pour notre pays, a refusé la proposition française au motif que le coût du préjudice subi serait beaucoup plus élevé. On négocie donc, et cette négociation lamentable est contraire aux intérêts de notre pays.

À l'ensemble des nations, le gouvernement français signifie qu'il n'honore ses contrats d'armement qu'avec l'autorisation des États-Unis.

Le caractère parfaitement négatif de cette soumission dépasse le cadre des relations franco-russes.

La sanction politique et morale que le gouvernement français prétend infliger à la Russie est inepte. L'intervention russe sur le territoire ukrainien - un millier de militaires russes « en congé » selon notre Direction du Renseignement Militaire - est une réplique au changement violent d'équipe qui s'est déroulé à Kiev avec le très actif soutien des États-Unis, de l'Allemagne et de la Pologne. La France aurait dû

prendre immédiatement l'initiative d'une médiation entre les Ukrainiens, au lieu de s'aligner sur Washington qui commande maintes opérations sur des territoires étrangers par drones ou envoi de troupes spéciales.

En sanctionnant Moscou, François Hollande prend fait et cause pour Kiev alors que le président et le Premier ministre ukrainiens multiplient les déclarations belliqueuses à l'égard de ce qu'ils appellent la « zone occupée », alors que des militaires américains entraînent les troupes de Kiev et que la Rada a décidé que le 14 octobre serait désormais le Jour du Défenseur de la Patrie.

Or c'est la date de la création de l'UPA, organisation ultranationaliste qui a collaboré avec les Allemands et perpétré des massacres de Juifs et de Polonais.

À Paris, le gouvernement prend des poses antifascistes mais ferme les yeux sur la glorification de nazis en Ukraine...

Enfin et surtout, il faudrait revenir à l'analyse aussi classique que pertinente qui consiste à coopérer prioritairement avec les États qui ne représentent aucune menace pour la France : la Russie n'agresse pas notre pays, ni directement, ni indirectement ; elle pourrait être d'un concours précieux, voire indispensable, dans la lutte contre le djihadisme.

Voilà pourquoi il faut livrer les BPC à la Russie et décider de rompre avec la politique des sanctions. (1)

Sylvie FERNOY

(1) Pétition sur le site : <http://francais-libres.org/>

Sauvons la République !

Pour en finir avec le désastreux collage « UMP » et pour faire oublier, autant que possible, le scandale Bygmalion, Nicolas Sarkozy, ce Mékong de la pensée, avait annoncé en 2014 que son parti allait changer de nom.

Alain Juppé, lecteur compulsif de l'almanach Vermot, avait proposé que l'UMP se transforme en PMU mais son rival avait finalement choisi d'abandonner les acronymes au profit d'une marque qui est proposée aux adhérents à la fin du mois : « les Républicains ».

La communication sarkoziste marchait comme sur des roulettes quand parut une tribune de Marcel Gauchet, Marie-Claude Blais et Dominique Ottavi. Tous trois affirmaient ceci : « *Nous sommes tous des républicains, mais pas ceux d'un parti, et sûrement pas ceux d'un parti qui aurait le front de s'approprier ce bien commun, pour la raison qu'il serait « rassembleur ».*

Si nous sommes républicains, c'est justement parce que la République, en France, est le régime qui prend en compte la division et la pluralité des opinions. Cela se traduit par la possibilité donnée à chacun de s'associer avec d'autres pour faire valoir ses idées, son projet de société, ses propositions pour faire avancer la réalisation de valeurs communes. En un mot, un régime de partis.

Que Nicolas Sarkozy appelle ses amis à se regrouper avec des républicains, comme lui, laïcs, démocrates, populaires, libéraux, ou autre, aucun problème. Mais qu'il nomme son parti d'une manière qui prétend englober tous les républicains, comme s'il n'y en avait pas d'autres en dehors de lui, c'est insultant et irresponsable.

À l'UMP, l'émoi ne fut sans doute pas bien profond mais l'affaire s'est corsée depuis peu. Une pétition a été lancée, (2) qui affirme : « *Si la République est « une et indivisible », les Républicains sont pluriels et variés.*

Aucun parti ne peut s'arroger le monopole de l'appellation qui est notre patrimoine commun.

Les Républicains sont l'ensemble des Françaises et des Français attachés à la forme républicaine et démocratique, expression naturelle de la souveraineté nationale.

Aucun parti, aucune faction ne peut prétendre détenir seul un titre qui appartient à tous. »

En toute rigueur, ces défenseurs de la République ont intenté une action en justice afin d'obtenir la nullité de la marque « Les Républicains » : elle viole la Constitution et la convention de Paris de 1883 sur la protection de la propriété industrielle qui interdit d'utiliser pour un usage privé les signes et emblèmes d'un État. La justice a décidé d'examiner en urgence la légalité de l'utilisation du nom « Les Républicains ».

En attendant sa décision, il importe de signer la pétition pour la défense de la République - l'idéal du bien commun - qui ne peut être abandonnée aux voyous en col blanc.

Jacques BLANGY

(1) http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/04/24/monsieur-sarkozy-mettez-un-adjectif-a-votre-republique_4622239_3232.html#OtuA6lExPIDkBaAp.99

(2) <http://noussoyonslesrepublicains.org/petition/>

« Keep calm and carry on »

Les élections générales britanniques ont surpris les sondages. Contre toute attente, les conservateurs ont gagné des sièges alors que les travaillistes en ont perdu au profit du parti national écossais qui remporte 56 sièges sur 59 en Écosse. Cette année marque aussi la défaite de l'extrême droite britannique et des libéraux qui doivent aujourd'hui se remettre en question.

Le Royaume-Uni sortira-t-il de l'Union européenne? Souvenez-vous ce que disait le général de Gaulle : « *Les États n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts.* » Cela s'applique parfaitement à la politique de Cameron. Les entreprises et les marchés affirment qu'il est dans leur intérêt de rester dans l'Union européenne, toutefois le peuple britannique craint les vagues de migrants qui circulent librement en Europe.

Une absence de contrôle implique un chômage croissant et une croissance en berne. C'est pourquoi, David Cameron va tenter de négocier une révision des traités européens avec Angela Merkel.

Cette dernière, déjà affaiblie par la Grèce, ne peut pas prendre le risque de voir partir un des seuls pays à maintenir une économie stable en Europe. Le Premier ministre doit agir vite. En effet, il s'est engagé à organiser un référendum mais il a conscience que c'est un risque qu'il prend. Certains conservateurs ainsi que UKIP, le parti nationaliste britannique, souhaiteraient quitter l'Union européenne et le parti de Cameron pourrait alors connaître une scission dont il ne se remettra pas.

Le Parti travailliste, tout comme le Parti national écossais souhaitent rester dans l'Europe.

On suppose donc que le débat se fera entre droite modérée et nationaliste à moins que les travaillistes ne parviennent à se remettre de leur défaite d'ici là.

Si le peuple britannique votait en faveur du « Brexit » (sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne), les Écossais demanderaient probablement la tenue d'un nouveau référendum. Certains experts disent que le SNP utilisera certainement ses excellents résultats électoraux pour réclamer une délégation de pouvoir plus importante.

Le programme conservateur a respecté les recommandations de la commission Smith, promettant au Parlement le pouvoir d'imposer les taxes au Nord de la frontière tout en refusant de leur accorder l'indépendance fiscale qu'il réclame.

Cela suffira-t-il à réconcilier Anglais et Écossais ? Pas sûr. Les premiers sont toujours persuadés qu'ils bénéficient d'avantages et qu'ils ne subissent pas la politique d'austérité qui anime actuellement tout le royaume. Les Écossais protestent et refusent d'être gouvernés par un gouvernement conservateur. On verra probablement une coalition se former dans les mois à venir entre les travaillistes et le SNP pour former une opposition forte au gouvernement Cameron. Le débat est en suspens pour le moment. Nicola Sturgeon a affirmé que s'ils obtenaient une nouvelle victoire aux élections locales de 2016, elle pourrait proposer une nouvelle fois un référendum aux Écossais. « *Si le peuple d'Écosse ne vote pas pour un parti dont l'engagement principal est un référendum, il n'y aura pas de référendum, (...). Le peuple est souverain, pas les politiciens* » réaffirmait-elle à la télévision récemment.

Les électeurs britanniques semblent avoir compris que leur économie était encore fragile. Bien que leurs résultats soient bien meilleurs que les nôtres, une croissance dix fois plus élevée en Grande-Bretagne qu'en France, un taux de chômage à 5,5 %... Les classes moyennes ont bénéficié de cette « rémission » alors que les plus pauvres souffrent. Certains vont jusqu'à parler d'un retour à l'ère victorienne avec des parents incapables de nourrir leurs enfants ou de les habiller. Les travaillistes n'ont pas réussi à profiter de la crise de 2008 pour revenir au pouvoir et les électeurs craignent qu'ils

ne sachent pas tenir le budget si jamais ils revenaient au pouvoir. D'ailleurs, David Cameron a joué sur cette peur pendant la campagne. Le dernier ministre du Budget travailliste avait quitté son poste en laissant une lettre : « *J'ai bien peur qu'il ne reste plus d'argent.* »

Le locataire du 10 Downing Street s'est montré sévère tout au long de son mandat et malgré cela il a réussi à se faire réélire, mieux encore il promet de nouvelles coupes budgétaires pour réduire le déficit de l'État. C'est dire l'importance que les Britanniques accordent à une économie « saine ».

Les travaillistes doivent donc se remettre en question afin de pouvoir proposer une alternative réaliste aux prochaines élections. Il leur faut trouver un nouveau leader, un nouveau programme et une unité qu'ils ont perdue il y a quelques années déjà. Effectivement, le Labour party est divisé entre les blairistes et les brownistes. Les seconds ont sauvé l'honneur en 2010 puisque les conservateurs ont dû former une coalition avec les libéraux pour obtenir une majorité. Ils sont donc restés au pouvoir. Ainsi, Ed Miliband incarnait un socialisme moderne mais il fut incapable de proposer des solutions aux problématiques d'une économie encore fragile.

Au contraire, il s'est éloigné de la politique centriste qui parle à l'électorat d'outre-Manche en promettant des merveilles sociales alors même qu'il n'avait aucune idée quant à la manière de les financer.

Même s'ils n'aiment pas cela, le Royaume-Uni est un pays très modéré qui a accepté le capitalisme anglo-saxon. Ils savent qu'en maintenant un sterling fort et une fiscalité attractive, ils sont devenus le pôle financier de l'Europe. Ils ne veulent pas renoncer à ces avantages même si cela signifie que le quotidien sera difficile. Il faut dire que l'annonce d'HSBC prévoyant de déménager éventuellement son siège social de Londres pour retourner à Hong-Kong a envoyé un signal fort. « Une menace, une promesse, une insolence, une courtoisie : cette balance est celle des affaires » écrivait Montherlant. Reste à savoir combien de temps encore les conservateurs sauront la garder en équilibre.

Yvonne RICHTHOFEN

Le titre, en français : « **Restez calme et continuez** ».

Le plan Salman

Après des décennies de relative indifférence, l'Arabie saoudite revendique à nouveau la primauté à la tête du monde arabe. Le Yémen en est le premier champ de bataille.

Éliminons d'abord les idées reçues et le discours rhétorique et réducteur qui nous est rabâché à satiété : le Yémen est une conséquence pas la cause.

La lutte n'oppose pas Riyad et Téhéran ou les sunnites aux chiites. Les acteurs utilisent ce discours qu'ils instrumentalisent à leurs fins propres. **L'objet est le retour d'un pouvoir arabe, d'un chef à la tête du monde arabe.** Bien sûr agiter l'épouvantail iranien est bien utile pour se faire ainsi valoir. Le problème n'est pas l'Iran qui ne sera jamais hégémonique sur le monde arabe (pas même Khomeiny) mais le vide politique et sécuritaire arabe.

L'avènement du roi Salman en janvier en Arabie saoudite a signé le réveil tant attendu d'un pouvoir arabe du côté où sans doute on l'attendait le moins. Géronte après géronte comme à la fin de l'Union soviétique, la succession saoudienne inspirait peu de monde. Après quelques semaines de remaniements, le monde en est à se demander si Salman n'est pas un nouveau Gorbatchev ?

Rien de tout cela. Salman et les jeunes générations de Saoudiens étaient dépités par l'immobilisme du roi Abdallah de plus en plus affaibli. Le coup de grâce fut la décision américaine en septembre dernier de forger une coalition dirigée contre l'État islamique (EI). Au Yémen, les États-Unis n'avaient également qu'une seule cible :

Al-Qaïda. Bref Washington traitait les symptômes et non les causes. Mieux : Obama pensait que ces causes résidaient dans la mauvaise gouvernance de pays tels que l'Arabie saoudite !

Qui défendait les intérêts arabes ? Personne. Pourtant le père de ces six rois qui se sont succédés depuis 1953, le grand Abdel-Aziz Ibn Séoud, avait joué ce rôle de fédérateur. Ensuite Nasser s'y était essayé, non sans une guerre fratricide menée au Yémen pour déterminer qui des Égyptiens ou des Séoudiens conduiraient les destinées du monde arabe.

Aujourd'hui Salman fraîchement désigné a choisi de lancer son offensive au Yémen parce qu'il en va de sa légitimité.

Il pouvait, comme son frère, continuer à laisser courir et tenter de se faire oublier. Pour la première fois depuis bien longtemps un monarque saoudien relève le gant. Les Arabes seront à celui qui oserait se porter en avant sous l'étendard du Prophète.

Le Yémen est significatif à plus d'un titre. Mais d'abord parce que c'est l'exemple encore le plus vivant du modèle tribal ('Asabiya). Salman, qui fut le plus clair de son existence gouverneur de Ryad, la nouvelle capitale au cœur du pays, au carrefour des tribus, l'Île-de-France du royaume en gestation, se demandait : qui a perdu les tribus ? Pourquoi ces houthistes ? Pourquoi ces ralliements à l'État islamique des tribus d'Al-Anbar en Irak (à la frontière du Royaume) ? Et il apporte sa réponse : parce que ces tribus ne s'estimaient plus protégées, reconnues, prises en compte

par l'État central. Au-delà des démonstrations de force - pour accréditer la force de frappe du nouveau gendarme régional qu'il veut être -, Salman entreprend de détricoter les alliances tribales. Au bout du compte, de nouveaux compromis seront trouvés. Au Yémen, en Irak, en Syrie.

Certes, le problème n'est pas seulement tribal : il est d'abord tribal.

Ensuite il est subsidiairement religieux. Il ne l'est pas au Yémen quoique cherchent sans relâche à nous faire croire les adeptes d'une guerre sunnites-chiites. Il ne l'est pas avec Al-Qaïda qui n'est qu'un groupe terroriste sans théologie spécifique. En revanche il l'est avec les fondateurs d'État islamique. Et Salman là encore a eu le temps de se demander : pourquoi tant de nos jeunes préfèrent-ils les prédicateurs salafistes au wahhabisme officiel ? Y compris à l'intérieur même de l'Arabie saoudite. Et la réponse : parce que la famille royale et la politique du royaume se sont trop éloignées de l'alliance fondatrice avec les Wahhabites. Salman devrait ici privilégier le retour à un genre de conservatisme religieux - abandonnant certaines velléités libérales d'Abdallah - seul capable de ré-accréditer le pouvoir du défenseur des deux saintes mosquées et de transcender les divisions intestines entre Frères musulmans, salafistes, wahhabites. L'idée, à travers le tribalisme et son dépassement et le retour à une certaine intégrité, est de reconstruire de l'intérieur l'unité du monde arabe. Salman croit pouvoir restaurer la paix au Yémen et regagner l'influence sur l'État islamique grâce à quoi il sera possible de ré-arabiser l'Irak et la Syrie.

Il n'y a en effet qu'un seul État islamique et il existe déjà, **c'est l'Arabie saoudite.** Qui a repris au Yémen le flambeau du panarabisme.

Yves LA MARCK

Brèves

Russie

Le 9 mai : Se félicitant du retour de la Crimée dans la Russie, le grand-duc **Georges Romanov** a pris part aux festivités du 70e anniversaire marquant la fin de la Seconde Guerre mondiale à Berlin où il était invité par l'ambassade de Russie.

Roumanie

Le 10 mai : Des milliers de Roumains étaient au palais Élisabeth pour célébrer le « jour du roi » devenu fête nationale après un vote du parlement. La princesse héritière **Margarita** a déposé une gerbe de fleurs devant la statue du roi **Carol I^{er}**. Une

cérémonie marquée par l'absence du roi **Michel I^{er}** dont la santé demeure fragile.

Bulgarie

Le 11 mai : Le roi **Siméon II**, a adressé une lettre au synode orthodoxe afin qu'il reconsidère sa décision de l'appeler dans ses liturgies par son ancien titre royal. Une décision qui a fait l'objet d'une vive polémique dans le pays notamment de la part du gouvernement bulgare.

Burundi

Le 11 mai : La princesse **Esther Kamatari**, prétendant au trône, a participé et pris la parole lors d'une manifestation orga-

nisée à Paris contre un troisième mandat du président Nkurunziza. Le Parti monarchique parlementaire a quant à lui appelé au respect du choix des électeurs lors la prochaine présidentielle.

Portugal

Le 12 mai : Le *Partido Popular Monárquico*, mouvement monarchiste portugais, ira finalement seul aux prochaines élections législatives après son échec de recréer l'*Alliance démocratique* qui l'avait porté au gouvernement dans les années 1980.

F. de N.

Le roi Michel I^{er} arbitre incontournable de son pays

Michel de Roumanie, dernier des chefs d'État vivant ayant vécu les tragédies de la Seconde Guerre mondiale, va-t-il de nouveau retrouver son trône ? Depuis la chute du régime communiste de Nicolae Ceaușescu en décembre 1989, la question royale n'a cessé d'agiter la Roumanie. L'omniprésence de la famille royale dans la vie politique locale, la ferveur populaire que génère chaque anniversaire de l'ancien souverain ou le déplacement d'un des membres de la famille royale a contraint l'ensemble de la classe politique roumaine à courtiser désormais l'ancien souverain.

En 1940, à 19 ans, Michel I^{er} remonte pour la seconde fois sur son trône. Déposé de celui-ci par son père Carol II, dix ans auparavant, le roi n'entend pas être un jouet entre les mains du maréchal Antonescu qui a fait basculer la Roumanie dans la guerre aux côtés de l'Allemagne nazie. Le jeune souverain négocie secrètement une paix séparée avec les Alliés. Fort de ce soutien, il opère un coup d'État en août 1944 en faisant arrêter son Premier ministre. Les Soviétiques qui ont pénétré dans le pays, profitent de cette instabilité pour imposer à la tête du gouvernement le petit parti communiste minoritaire dans le pays à travers des élections truquées. Michel I^{er} vit sous la menace constante de chars dont les canons sont constamment dirigés vers les fenêtres de ses appartements. Et c'est par un chantage qu'ils obtiendront le départ du souverain le 30 décembre 1947. Le roi dira plus tard : « Ils m'ont dit que si je ne signais pas

l'abdication, ils tueraient un millier d'étudiants. Que pouvais-je faire ? »

Un long exil commence pour Michel I^{er} qui se termine en Suisse. C'est ici que la révolution roumaine surprendra le roi et sa famille.

Michel de Roumanie décide de revenir dans son pays suite à l'appel de différents groupes d'opposition. Dès lors la question royale en Roumanie ne va pas cesser d'agiter le pays qui redécouvre son souverain.

En décembre 1990, il débarque à Bucarest, avec un visa sur un passeport danois. Des centaines de partisans acclament le souverain à l'aéroport, des soldats feront même une haie d'honneur au roi Michel. Mais alors qu'il a fait à peine 90 kilomètres de route depuis sa sortie de l'aéroport, le cortège du souverain est arrêté par ce qui semble être un accident. Des hommes armés surgissent en face de lui. Le roi Michel devra sa vie aux reporters français qui l'entourent. À 23 heures, le Premier ministre ordonne son expulsion, l'accusant de tentative de coup d'État. De nombreuses arrestations ont eu lieu dans la capitale notamment dans le milieu étudiant. Michel de Roumanie repart en Suisse non sans avoir déclaré : « Si le peuple veut que je revienne, bien sûr, je reviendrai, mais les Roumains ont subi assez de souffrances pour avoir le droit d'être consultés sur leur avenir. » L'idée du référendum commence à germer dans un pays qui vient de mettre fin à une quarantaine d'années de dictature communiste.

Michel I^{er} devra encore attendre deux ans avant de revenir en Roumanie. Le 25 avril 1992, c'est presque un million de Roumains qui acclament pour les fêtes de Pâques leur souverain. Au balcon où apparaît Michel de Roumanie, des cris s'élèvent, unanimes : « nous voulons notre roi ! » Les drapeaux

de l'ancienne monarchie claquent au vent. Cette popularité de l'ancien souverain effraie le gouvernement post-communiste qui finit par lui interdire le territoire pour cinq ans et le roi Michel doit de nouveau traverser la frontière.

Sur le plan politique local, le roi Michel n'est pas sans soutien. À la chute du régime communiste, le Partidul Național Țărănesc Creștin Democrat (ou PNTCD-Parti National Paysan Démocrate-Chrétien) est sorti de sa clandestinité. Son manifeste du 22 décembre 1989 avait tracé les grandes lignes de son programme avant de se faire enregistrer comme parti politique. Si lors de la première élection présidentielle, les résultats escomptés ne sont pas au rendez-vous, les élections générales seront plus prometteuses. 41 députés et 21 Sénateurs sont élus sous son nom. Le PNTCD devient



l'un des groupes majeurs de l'opposition et prend même le luxe de voir l'un de ses siens se faire élire à la mairie de Bucarest en 1996. Les monarchistes désormais structurés, signent des alliances et se rassemblent sous le nom de Convention Démocratique de Roumanie (CDR) multipliant ainsi par deux le nombre de ses représentants aux deux chambres la même année. La victoire du CDR aux élections présidentielles de 1997 permet au PNTCD d'entrer au gouvernement.

Michel de Roumanie retrouve sa citoyenneté et peut enfin revenir s'installer au palais Élisabeth avec le titre d'Ambassadeur itinérant pour la Roumanie.

L'écrivain et sénateur Alexandre Paléologue, écrit avec justesse dans une certaine ferveur que « le roi, par sa présence aidera

le pays à retrouver sa crédibilité internationale. »

Finançant plusieurs fondations humanitaires, ayant récupéré ses propriétés, le roi accorde plusieurs entretiens et déclare : « L'actuelle démocratie est basée principalement sur la démocratie soviétique. Cette forme de démocratie n'est nullement profitable aux peuples. » Son soutien en faveur de l'intégration de son pays au sein des institutions européenne est remarqué. Le PNTCD se déchire politiquement, la coalition gouvernementale éclate et perd les élections générales en 2000, la famille royale se mue en contre-gouvernement de facto et la princesse Margarita assume pleinement son rôle d'héritière en titre. Le palais Élisabeth se remplit d'ambassadeurs et de ministres qui souhaitent tous rencontrer l'ancien souverain. Lors des élections de novembre 2009, le prince Radu Dadu, gendre du roi, annonce sa candidature. Les sondages le créditent de 12 % des intentions de vote mais son passé jugé trop controversé et l'image dont il souffre auprès des partisans de la monarchie le forcent à renoncer à sa campagne. La famille royale est désormais installée dans le paysage politique et marque son indépendance vis-à-vis des mouvements et associations monarchistes : « *je n'appartiens à aucun groupe et aucun parti mais à vous tous* » affirme-t-il !

Cette popularité du dernier souverain de Roumanie a fâché le gouvernement du président Traian Băsescu (2004-2014) qui n'a pas hésité à attaquer publiquement le souverain en juin 2011 en l'accusant de collaboration avec les Soviétiques, causant un certain émoi national. Tous les coups sont permis pour le Président qui n'hésite pas à intervenir dans le litige de succession qui oppose Michel et Paul de Roumanie. Ce dernier, étant le petit-fils adultérin du roi Carol II, revendique devant les tribunaux sa part d'héritage.

Pour ses 90 ans, le Parlement invite le roi Michel à venir s'exprimer. Les débats s'enveniment, les républicains craignant que le roi ne profite de cette occasion pour demander un référendum oubliant qu'en 1997 où il avait déclaré ne vouloir soulever « aucune question constitutionnelle » à ce sujet. Dans un discours, boycotté par Traian Băsescu le roi va se faire l'écho de l'attente de ses anciens sujets.

Critiquant les dirigeants actuels sur leur « mépris éthique, leur personnalisation du pouvoir, ignorant le rôle primordial

des institutions de l'État », il ajoute que « le moment est venu de rompre définitivement avec les mauvaises habitudes du passé. La démagogie, la dissimulation, l'égoïsme primaire et le souhait de s'accrocher au pouvoir n'ont plus leur place dans les institutions roumaines, elles rappellent trop les années d'avant 1989 » rappelant aux députés que

leur devoir et leur rôle étaient d'assurer le respect de « la démocratie, les libertés et un début de prospérité » pour la Roumanie. Largement applaudi par les parlementaires, son discours sera repris dans un pays en proie à une crise politique et économique. Le roi devient l'arbitre involontaire du conflit qui oppose le Président et son Premier ministre. Les universités se couvrent de portraits de Michel I^{er}, les étudiants manifestent en faveur du monarque et dénoncent l'accroissement de la corruption dans le pays, le leader de l'opposition Crin Antonescu ne cache pas ses penchants monarchistes et retient publiquement l'option royale. Michel de Roumanie est même sacré le « **personnage public le plus populaire en Roumanie** » selon un sondage.

Le PNTCD (réunifié en 2015) fait modestement son retour au Parlement et au Sénat grâce à des alliances politiques parlementaires et extra-parlementaires comme avec l'Alliance nationale pour la restauration de la monarchie (Alianța Națională pentru Restaurarea Monarhiei). La télévision roumaine couvre régulièrement les manifestations en faveur du roi et consacre mensuellement des émissions aux activités de la famille royale dont la plus populaire est Ora Regului .

Michel de Roumanie, solution aux maux récurrents de son pays ?

La question devrait être tranchée dans quelques mois. Lors de la dernière élection présidentielle de 2014 qui a permis une transition politique et ramener une certaine stabilité dans le pays, le président Klaus Iohannis avait rencontré le souverain et lui avait fait part de sa volonté de maintenir le projet de référendum sur le rétablissement de la monarchie. Lors de cette élection, une quasi majorité de



candidats ont manifesté une certaine sympathie au souverain et soutenu l'idée du référendum, signe du changement des mentalités dans la classe politique roumaine. En avril 2015, un récent sondage donnait 30 % de Roumains en faveur de la restauration de la monarchie. Des intentions de vote en constante progression, 10 % de plus en quatre mois (les 18-30 ans semblant plus enclin à voter pour le roi que les 30-50 ans plus favorables au régime actuel). La récente visite lors des fêtes de Pâques de la famille royale en Moldavie et l'accueil favorable qu'elle a reçue place le roi Michel en arbitre incontournable de la politique roumaine, un « *modèle de dignité et de dévotion* » selon le président de la Roumanie qui a prévu de modifier la Constitution afin de permettre la mise en place du référendum.

En décembre 2007, Michel de Roumanie a modifié les lois de successions au trône. La famille royale de Hohenzollern-Sigmaringen a abandonné son nom traditionnel pour adopter le nom du pays. Une révolution royale qui change également l'ordre de primogéniture et qui place son petit-fils Nicholas Medfoth-Mills, âgé de 30 ans, troisième dans l'ordre de succession. Une décision qui assure ainsi une continuité dynastique dans une République qui assume désormais et pleinement son héritage monarchique.

Frédéric de NATAL

Secrétaire Général de la Conférence monarchiste internationale et chroniqueur-journaliste pour Point de Vue-Histoire.

**Pensez
à la souscription**

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

La haine et la honte

Dans l'Allemagne subjuguée par Hitler, un aristocrate allemand, catholique, monarchiste et conservateur, tient la chronique de la haine salubre qu'il porte au nazisme. Ce résistant solitaire mourut à Dachau, quelques mois avant l'effondrement du Reich...

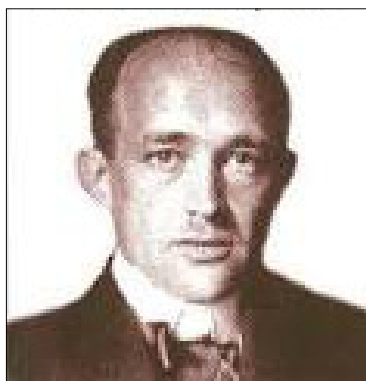
Il faut que Friedrich Reck-Malleczewen soit enfin reconnu en France comme excellent écrivain et irréductible résistant allemand au national-socialisme. Né en Prusse-Orientale, ce junker se fit bavarois. Auteur d'une trentaine de romans, il consacre (en 1937) aux anabaptistes de Munster un livre qui porte dénonciation implacable de l'hitlérisme grâce à un éditeur courageux et à la distraction d'un censeur. Auparavant, ce protestant s'était publiquement converti au catholicisme, ultime rempart à ses yeux contre le durcissement de la société et la perte de la liberté individuelle dans la massification.

Tenu secrètement de 1936 à 1944, le « **Journal d'un homme désespéré** » publié en Allemagne en 1947 ne rencontra aucun écho. Réédité en 1964, il dut son succès à Anna Arendt mais la traduction française (1) ne fut guère remarquée. Dans la remarquable préface à la nouvelle édition, (2) Pierre-Emmanuel Dauzat souligne que Friedrich Reck-Malleczewen a le « tort » de s'opposer au nazisme par conviction monarchiste alors que la « bonne critique » doit nécessairement venir de la gauche. Hélas, le politiquement correct ne voit pas que le nazisme est un nihilisme qui a suscité des résistances diversement fondées quant à la politique et à la spiritualité.

Hors système totalitaire, on peut paisiblement s'étonner qu'un chrétien puisse cultiver avec passion et talent la haine de tous les membres de la contre-société nazie - du plus éminent au plus modeste exécutant. C'est que le national-socialisme est regardé par Reck-Malleczewen comme une entreprise effectivement démoniaque, qui implique une lutte impitoyable contre les légionnaires de Satan. La haine devient alors le contraire d'une pulsion : un acte de

foi, une négation raisonnée de l'anéantissement qui conforte l'être résistant dans son refus de tout compromis.

Cette haine générale et méticuleuse ne connaît pas de répit. Elle vise « *M. Hitler* », ce « *personnage sorti d'une histoire de fantômes* », « *Gengis Khan végétarien, Alexandre abstinent, Napoléon sans femmes, caricature de Bismarck...* ». Elle vise Goering, Goebbels et la voyoucratie SS, la noblesse allemande qui s'avilit devant le Maître, les Jeunes Filles hitlériennes et les dactylos nazies... La société



Friedrich Reck-Malleczewen

national-socialiste, « *ce sont des femelles hystériques, des maîtres d'école tarés, des prêtres défroqués, des proxénètes et le rebut de toutes les professions qui constituent le soutien principal de ce régime.* » Dans le Reich hitlérien, tout le monde trafique : les chefs nazis, les officiers, les soldats, les dames de la noblesse et les lycéens. Ce n'est pas un État nouveau qui a été établi en 1933 mais un gigantesque bordel militarisé.

Cette lucidité terrible et presque désespérée n'est pas la seule qualité de Friedrich Reck-Malleczewen. L'aristocrate allemand, propriétaire d'un château près de Munich, est un politique avisé. Royaliste bavarois de cœur et d'esprit, il exècre le nationalisme (3) et l'impérialisme. Le nationalisme est toujours postérieur aux nations, il vient pour détruire les traditions, corrompre les mœurs, amoche la langue, empoisonner les fleuves et détruire les forêts...

Certes, Friedrich Reck-Malleczewen est un conservateur résolu : « *Être conserva-*

teur, cela signifie croire aux lois immuables de la terre, croire à la vieille terre qui se mettra à trembler lorsqu'un jour elle voudra se purifier de toute immondice. » C'est une nostalgie sans résurrection possible du vieux monde mais elle témoigne d'un véritable souci écologique qui le porte à dénoncer, mieux que d'autres, les ravages de l'industrialisme nazi, la laideur de ses édifices et le déracinement des hommes par la massification. Ces thèmes seront repris après la guerre sans perspective politique alors que le monarchiste conservateur énonce un projet qui frappe par sa radicalité. Pour Friedrich Reck-Malleczewen, il faut en finir avec l'impérialisme allemand. La Prusse, ce « *défi à la géographie* », était destinée à être un État, non un empire : « *L'Allemagne est laide, stupide et l'épicentre de tous les séismes politiques qui se succèdent par cycles de vingt-cinq ans à partir du moment où [...] par la fondation de l'Empire, œuvre de Bismarck, elle a permis aux territoires colonisés de gouverner et de mettre en tutelle la métropole.* »

Le Journal de Reck-Malleczewen nous donne à voir de tout près la catastrophe finale : les bombardements, la terreur qui s'abat sur la population, les actes trop rares de résistance. On fusille des milliers d'officiers, on décapite de pauvres gens pour une parole malheureuse. Reck rend hommage à la Rose blanche, s'indigne de voir les prisonniers russes traités comme du bétail mais juge durement, selon sa fidélité monarchiste, les auteurs de l'attentat de juillet 1944 : « *un peu tard, messieurs qui avez fait ce maître destructeur de l'Allemagne...* ».

Après avoir refusé de s'enrôler dans l'Armée du peuple en octobre 1944, Friedrich Reck-Malleczewen fut arrêté puis rapidement libéré. De nouveau arrêté pour « *insulte à la monnaie nationale* » et « *dénigrement de l'État* », il fut conduit à la prison de Munich puis transféré à Dachau où il mourut le 16 février 1945.

Bertrand RENOUVIN

(1) Sous le titre « *La haine et la honte* », Seuil, 1969. Préface de Luc de Goustine. Alfred Grosser refusa de préfacier le livre, parce que cette résistance de droite paraissait inconcevable à ce spécialiste de l'Allemagne.

(2) Friedrich Reck-Malleczewen – « *La haine et la honte, Journal d'un aristocrate allemand, 1936-1944* », La librairie Vuibert, 02/2015, 286 pages, prix public : 19,90 €.

(3) Et non un « fervent nationaliste » comme l'affirme le rédacteur de la quatrième de couverture, qui s'est contenté de parcourir le livre.

Et si on aimait Bernard Maris ?

Depuis son sauvage assassinat avec l'équipe de *Charlie Hebdo*, on n'a pas assez, à mon goût, parlé de Bernard Maris. Certes, il était complètement solidaire d'une rédaction à laquelle sa mort l'identifie définitivement. Mais il était quand même ce personnage original, cet économiste anti-conformiste, cet humaniste à la curiosité multiple, que l'identité du journal satirique ne recouvre pas vraiment. Je n'ai pas été témoin des discussions de l'équipe, mais je suis à peu près sûr qu'il y avait son ton propre, un peu comme l'admirable critique littéraire qu'est Philippe Lançon, qui a miraculeusement échappé à la tuerie, quoique très gravement blessé. Un ton propre, avide d'entendre d'autres tons résonner avec leurs couleurs contrastées. Je remarque que dans le livre posthume qu'il nous laisse à la gloire de la France (tiens !) il distingue deux personnalités, qu'il estime être parmi les plus grands défenseurs de son pays : François Cavanna « rat d'archives et grand connaisseur de la période des rois fainéants, incroyable goûteur et apprêteur de la langue, ennemi radical du point-virgule que j'adore, et le meilleur conteur de l'histoire et de l'architecture de Paris. » Fort d'une unique conversation avec l'intéressé, je confirme. À l'écart des beuveries des Choron et compagnie, il se passionnait pour la langue et le style et je l'ai entendu disserter sur la vertu des notes en bas de pages. Le second défenseur de la France, c'était l'admirable Mustapha, lui aussi assassiné : « Mustapha, algérien, correcteur de son métier, immigré dont la syntaxe est tellement parfaite qu'il en remonterait au Bon Usage - fait par un Belge, si j'ai bonne mémoire. »

Je ne partage pas pour autant toutes les admirations et les détestations de Bernard Maris. Parfois je proteste contre ses jugements à l'emporte-pièces. Comment peut-il mettre dans la même catégorie Adolphe Thiers et Charles de Gaulle, ce dernier étant accusé de s'être réfugié à Baden-Baden, « sous les jupes du général Massu » ? Comme s'il ne s'agissait pas d'une manœuvre géniale, qui lui permit de reprendre la main par rapport à une situation qui lui avait échappé ! Mais il est vrai que dans ses fougades, il sait retrouver les proportions : « De Gaulle ne fut pas toujours de Gaulle, et Massu (« Massu le corsaire » disait Leclerc) ne fut pas qu'un tortionnaire. De Gaulle, Thiers, le peuple. Le Prince, les Grands, le peuple. Les trois ont fait la France et la feront. » C'est quand même sympathique un homme vraiment libre, trouvant son bien où il lui plaît, et donc capable au passage de saluer d'autres bandes que la sienne : « J'ai connu des gens pleins de gaieté qui parlaient de la France avec tristesse, et d'autres pleins de tristesse qui en parlaient encore joyeusement. À dire vrai, j'ai connu des Français pleins de gaieté. Authier, Lapaque et leur bande, par exemple. »

Son éclectisme m'enchantait. Réputé de gauche, il lit les historiens de droite avec plaisir « de Bainville à Tocqueville en passant par Pierre Chaunu et Patrick Buisson. » Il assène ses coups sans complexe, détaché des réflexes idéologiques. Jacques Duclos en prend pour son grade « appelant les ouvriers à la fraternisation avec l'occupant au nom de la lutte contre l'impérialisme

anglo-saxon, dans des tracts douteux où l'on évoque la juiverie internationale. » Mais le patronat français n'est pas épargné, pour avoir « bétonné le mur de l'Atlantique et fourni camions, chars, armes, avions à la Wehrmacht pendant que le peuple l'entretenait de gré ou de force. »



Dans son dernier (mais il l'ignorait !) livre, l'économiste s'est lâché au gré de ses tendances mais aussi de ses humeurs. S'il avait repris son manuscrit inachevé, l'aurait-il remanié ? Peu importe. Il nous a livré, un peu à la diable, ses impressions, son diagnostic sur ce qu'est la France aujourd'hui, jamais déconnectée de celle d'hier. Dans ses loisirs, n'avait-il pas trouvé le temps d'étudier sérieusement la figure et l'œuvre de Maurice Genevoix, dont il avait par ailleurs épousé la fille, en plaçant ce remarquable mémorialiste de la Première Guerre mondiale en vis-à-vis d'Ernst Jünger, beaucoup plus connu mais selon lui inférieur à l'auteur de *Ceux de 14*. Je n'ai pas le temps d'exprimer vraiment mes accords et désaccords avec un essai qui aborde, toujours avec humour, des questions si diverses. Je me retrouve tout à fait avec l'économiste qui décrit les effets calamiteux de la mondialisation et la destruction du territoire. Comment pourrais-je boudier mon plaisir, lorsqu'il déclare : « *L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime est une merveille, Elisabeth Badinter le sait bien, mais tout Ariès est une merveille* : Histoire des populations françaises et de leurs attitudes devant la vie depuis le XVIII^e siècle, L'homme devant la mort etc. » Pourtant, je ne suis pas complètement d'accord à propos de la transition démographique étudiée par Ariès telle que Maris l'interprète ; car autant la maîtrise des flux de population apparaît comme une nécessité, autant une attitude unilatéralement contraceptive peut déboucher sur ce que Pierre Chaunu avait prédit, avec le décrochage de toute une partie de l'Europe. Il est vrai que la France lui a échappé. Sait-on vraiment pourquoi ?

Mais j'ai envie d'associer à cet adieu qu'il nous adresse, l'avant dernier livre de Bernard Maris, intitulé *Houellebecq économiste*, car c'est un modèle du genre qui apporte une conclusion heureuse au principal labeur d'une vie, celui de l'économiste. Le regard qu'il porte sur le romancier est d'évidence très ciblé, mais il fait ressortir une étonnante congruence avec son propre souci d'analyste. Il a retrouvé une peinture des mœurs et des habits, qui correspond à son sentiment et à la distance qu'il a toujours eue à l'égard de l'orthodoxie disciplinaire de ses collègues. Ce qu'il a refusé de toute son âme, ce sont les a priori d'une science « où ne doivent régner que l'égoïsme, la cruauté et le cynisme. L'altruisme, la coopération sont des notions anti-canoniques, comme la compassion, le don, la générosité, et bien entendu l'acte suprême, l'amour. » Houellebecq avait été bouleversé d'avoir été compris de façon aussi pénétrante. Confronté à Marshall, Malthus, Keynes et Schumpeter, il s'avérait être plus lucide que « les sachants ». Tel est le dernier message que Bernard Maris nous a adressé. Comment ne pas l'en remercier ?

Gérard LECLERC

Bernard Maris — « **Et si on aimait la France** », Grasset, 04/2015, 144 pages, prix public : 15 €.

Bernard Maris — « **Houellebecq économiste** », Coll. documents et essais, Flammarion, 09/2014, prix public : 14 €.

Numéro zéro

Umberto Eco vient de publier un nouveau roman, **Numéro zéro**, déjà en tête des ventes en Italie. Le livre mêle la grande Histoire et le petit : une à propos de l'assassinat de Mussolini et de sa maîtresse au Lac de Côme en 1945 et une autre à propos d'un écrivain raté nommé Colonna en 1992 à Milan.

Colonna accepte d'écrire un mémoire à propos d'un journaliste travaillant dans un journal qui est financé par un géant de la presse. L'éditeur d'Eco dit qu'« il apprend les théories paranoïaques de l'éditeur, lequel est persuadé que le corps de Mussolini était celui d'un clone et un élément d'une plus vaste conspiration fasciste. C'est le scoop dont le journal a désespérément besoin. Les preuves ? Il y travaille. »

Dans cette fiction, un groupe de journalistes est recruté pour réaliser des maquettes, des « **numéros zéros** » pour le compte d'un illustre inconnu. Il s'agit de prouver qu'un journal peut devenir un moyen de menace et de manipulation. Peu importe la véracité de l'information de base, tant que le résultat est suffisamment spectaculaire pour se vendre. On peut tout à fait utiliser une véritable enquête d'investigation comme base à un tissu de mensonges grâce à l'extrapolation. Ainsi en est-il aujourd'hui avec les « **conspirationnistes** » persuadés que les tours du World Trade Center ne se sont jamais effondrées ou que le Hamas est financé par Israël. Puisque les gens croient ce qu'ils lisent sur internet pourquoi ne pas se

réfugier dans les médias « officiels » ? Umberto Eco nous rappelle une fois de plus que la frontière entre fiction et réalité est très mince.

Ce roman est donc une satire du monde médiatique avec la même force narrative que le Cimetière de Prague et toutes ses belles références qui plairont à la fois au grand public et aux érudits. Il s'agit toutefois d'une satire, donc un peu moins fouillé peut être que les précédents ouvrages de l'auteur italien. Ce qui est terrible est que ce roman est terrifiant de réalisme même dans la satire. Ainsi lorsqu'il est écrit « *si on parle de la mort du juge Falcone, on doit parler de mafia, déplorer l'insuffisance des forces de l'ordre, et des choses de ce genre. Dans la foulée on se met à dos la police, carabiniers et Cosa Nostra. Je ne sais pas si cela plairait au Commandeur [...]. Laissons les indignations aux journaux de gauche dont c'est la spécialité* », cela sonne terriblement vrai.

L'information est aujourd'hui le véritable pouvoir. C'est ce que l'on dit et ce que l'on tait qui finalement a le plus d'influence dans nos démocraties modernes. Quand retrouverait-on un journalisme de terrain au plus près des informations et loin du spectacle dont l'ambition est d'incarner la liberté et la quête de la vérité quelque soit l'endroit où il se trouve ? Les journalistes des grands quotidiens nationaux occidentaux sont peut être plus cyniques et sinistres que les banquiers finalement...

Jean BERNADOT

Umberto Eco — « **Numéro zéro** », Éd. Grasset, 05/2015, 224 pages, prix public : 19 €.

Atlas des préjugés

L'Atlas des préjugés est un projet humoristique mené par un graphiste bulgare, Yanko Tsevtkov. Cet artiste a voyagé un peu partout en Europe dans le cadre de ses études grâce au programme d'échange européen ERASMUS, notamment.

Pourtant, lorsqu'il a commencé à écrire cet Atlas, en 2009, il était dans son pays natal au beau milieu « *d'une crise gazière, d'un hiver difficile et il faisait un peu froid.* »

Sa première carte était assez sommaire. L'Union européenne est devenue l'« **Union des agriculteurs subventionnés** », les Ukrainiens sont perçus comme des « **voleurs de gaz naturel** » et la Russie y est nommée « **Empire parano du pétrole** ». Les gens ont commencé à réagir sur la toile, laissant des dizaines de commentaires. C'est là que l'auteur a réalisé le potentiel de son travail.

Bientôt suivit une seconde carte intitulée « **le monde vu par les États-Unis** » où la Chine n'est plus que la « **République populaire de Chinatown** », les Italiens sont des « **parrains** » et les pays d'Asie centrale ne sont plus que des États au nom imprononçables se terminant par « **stan** ».

Tsevtkov est de son côté, bien loin des préjugés que l'on retrouve dans ses cartes. Il parle plus de six langues, vit actuellement en Espagne et se sent chez lui partout en Europe. Il a également vécu à Londres et ainsi on note qu'il a une excellente perception de ce qui se pense dans chaque pays. Une de ses cartes, « **l'Europe du**

futur » renomme le Royaume-Uni « *Royaume passif agressif* » montrant ainsi qu'« *il n'a pas grand chose à faire avec le continent mais qu'il veut avoir son mot à dire. Il veut parvenir à quelque chose sans rien faire.* »

Le graphiste résume bien son œuvre : « *S'il y a un problème sérieux, je préfère le dénoncer de manière humoristique.* » Et c'est bien au second degré qu'il faut lire ses livres même si parfois, comme toute bonne caricature ils nous poussent à réfléchir.

Il présente dans le second tome, quarante nouvelles cartes et infographies dont la « **carte des horreurs culinaires en Europe** » où on nous rappelle que les Espagnols sont friands de « **testicules de taureau à l'encre sèche** ». On peut citer également l'Europe vue par les conservateurs britanniques pour lesquels les Polonais sont des « **plombiers qui baisent nos femmes** » et qui rappelle aux Suédois que « **trop d'impôt tue l'impôt** ». Les cartes sont accompagnées de petits textes explicatifs qui permettent de prendre la mesure des clichés.

En résumé, ces deux petits livres sont l'occasion de rappeler qu'il n'y a rien de négatif au sentiment européen. Certes les clivages sont toujours là et l'Union européenne ne ressemble pas au grand rêve utopique de ses pères fondateurs mais la richesse se fait dans la diversité et la tolérance. On passe un excellent moment en compagnie de cet homme qui devient au fil des pages autant un sociologue ou un géographe qu'un humoriste.

Edmond TESKIEW

Yanko Tsevtkov — « **L'Atlas des préjugés** », Tome 1, 10/2014, Tome 2, 04/2015, Les Arènes, prix public : 14,90 €.

Actualités de la Nouvelle Action Royaliste



Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos amis et sympathisants dans nos locaux (38 rue Sibuet Paris 12^e) pour un débat avec un conférencier, une personnalité politique ou un écrivain.

Accueil à partir de 19 h 30. Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée. La conférence commence à 20 h précises et elle s'achève à 22 h. Une carte d'Abonné des Mercredis annuelle (12 euros) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir le programme des conférences.

Après la conférence, à 22 h, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 euros).

Mercredi 27 mai : Agrégé d'histoire, **Olivier DELORME** se consacre à l'écriture après avoir travaillé auprès de Bernard Tricot à la Fondation Charles de Gaulle et enseigné à l'Institut d'Etudes politiques de Paris. Il a publié plusieurs romans, des nouvelles et tout récemment les trois tomes de « La Grèce et les Balkans » (Folio histoire, Gallimard, 2013).

Notre invité nous expliquera l'histoire méconnue de la Grèce libérée de l'empire Ottoman, confrontée à la Première guerre mondiale et martyrisée par les Allemands puis déchirée par la guerre civile. Après la dictature des Colonels, les espoirs engendrés par l'Union européenne ont fait place à la désillusion puis à la colère face aux contraintes imposées par la Troïka. Nous pourrions alors mieux comprendre la victoire de Syriza et la bataille, cruciale pour la Grèce et toute l'Europe, qui se déroule depuis le 25 janvier.

Mercredi 3 juin : Économiste et syndicaliste, journaliste sur Fréquence Protestante, **Philippe ARONDEL** est l'auteur de nombreux ouvrages qu'il nous avait présentés - dont « Gouvernance, une démocratie sans le peuple » écrit avec Madeleine Arondel-Rohaut. Il revient parmi nous avec une étude sur les classes moyennes qui se sont développées et affirmées au cours du XX^e siècle et qui ont provoqué de grandes controverses idéologiques - tandis qu'elles constituaient un point central d'équilibre pendant les « Trente Glorieuses ».

Aujourd'hui, les classes moyennes constituent-elles un modèle républicain en péril ? La relégation dans les périphéries urbaines et rurales d'une part croissante des classes populaires et moyennes, fragilisées par l'insécurité sociale, ébranle la sociologie traditionnelle de ces milieux et constitue une question sociale nouvelle que notre invité analysera dans ses multiples conséquences.

Promenons-nous....

Pour commémorer

le 500^e anniversaire de l'accession au trône de François I^{er} (1494-1547),

nous organisons une sortie :

le dimanche 14 juin 2015 à Villers-Cotterêts (Aisne)

départ par le train de 9h46 - retour par celui de 18 h 25



Visite du château,
de la maison natale d'Alexandre Dumas
et du cimetière

Déjeuner sur place

Comptez un maximum de 30 euros pour le voyage,

Inscrivez-vous par mail ou téléphonez-nous...

Communiquer avec la NAR

info@nouvelle-action-royaliste.fr

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

<http://archivesroyalistes.org>

Tél. : 01.42.97.42.57



Rédaction-administration

38, rue Sibuet - Boîte n° 13
75012 Paris

Dir. publication : Y. Aumont

Com. paritaire :

05 14 - G 84 801

ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement à Royaliste

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse Internet :

souscrit un abonnement de :

() trois mois (20 €) - () six mois (30 €) - () un an (50 €) - () un an soutien (120 €)

() abonnement annuel en PDF (40 €) - () abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

Royaliste, 38 rue Sibuet - boîte n° 13 - 75012 Paris

Sur la réforme du collège

Ne perdons pas de temps à tirer sur Najat Vallaud-Belkacem qui, comme ses prédécesseurs, est un bouchon de liège au fil du courant. Un ministre de l'Éducation nationale, c'est quelqu'un qui subit les pressions des syndicats, des associations de parents d'élèves, des représentants de l'industrie touristique, qui s'adapte aux tendances lourdes de son administration et à l'idéologie dominante.

Rédigés par le cabinet du ministre, les discours sur l'École, l'Égalité et la République ne changent rien au fond de l'affaire : quand on « gère » des groupes de pression, on ne fait pas une politique.

Or la question de l'Éducation nationale est essentiellement politique, donc extérieure au système qu'on n'en finit pas de réformer. Il s'agissait naguère d'organiser **l'instruction publique** alors que maints parents se déchargent sur l'École des tâches éducatives que les familles assuraient spontanément.

Entourés autrefois d'un grand respect, maîtres et professeurs sont priés de faire leur métier dans une ambiance marquée par la défiance ou la dénonciation de l'autorité, par l'apologie de l'individualité et par la préférence pour les ressources de la Toile.

Soumis à la logique déflationniste de l'ultra-libéralisme, les établissements d'enseignement jouent un rôle croissant dans l'assistance sociale aux enfants de familles en détresse. Provoquée par les pratiques de l'oligarchie, l'illégitimité croissante des institutions politiques frappe celles-ci d'impuissance face à la crise de l'institution familiale et de l'institution scolaire.

De droite ou de gauche, les gouvernements tentent de masquer cette impuissance par une frénésie de réformes. Toutes vont dans le même sens et aboutissent au même échec en raison d'une erreur manifeste : on veut réformer le système éducatif alors que les solutions au problème sont extérieures au système.

Avec une obstination imbécile, les détenteurs du pouvoir politique s'en remettent aux professionnels de la pédagogie, qui forment un milieu opaque mais tout-puissant en raison d'une apparence de scientificité assénée dans un langage abscons.

Sous les préciosités ridicules du pédagogisme, paraissent des fragments d'idéologie, analysés et dénoncés depuis plusieurs

décennies. Il s'agit de remplacer des savoirs par des *compétences*, les enseignements spécifiques par *l'interdisciplinarité*, la transmission par *la spontanéité* créative de l'élève et de lutter contre l'ennui qu'il éprouve par *l'individualisation des parcours*... On jure, bien entendu, que l'enjeu de la réforme en cours - celle de 1989, de 1999, de 2005, de 2015 - est la lutte contre l'inégalité par la prise en considération prioritaire des plus faibles.

Billevesées ! Ce n'est plus la promotion sociale que l'on vise mais **l'adaptabilité** des futurs producteurs - intermittents - et consommateurs aux normes du marché mondialisé et de la communication numérique.

Encouragé par une oligarchie qui n'éprouve qu'indifférence ou mépris pour l'histoire nationale et la littérature française, **l'utilitarisme** a été érigé en règle de fer - une règle que les réformateurs imposent en reprenant complaisamment la vieille chanson du grec et du latin qui ne servent à rien et des vieux auteurs qui encombrant l'esprit. Les programmes d'histoire récemment présentés montrent que les pédagogues ont l'intention de soigner de prétendus traumatismes communautaires en octroyant à la clientèle scolaire immigrée ou issue de l'immigration un enseignement sur l'islam, les traites négrières, et la colonisation. (1)

On veut acheter la paix sociale avec de la menue monnaie mémorielle mais on ne fait qu'exprimer l'indifférence et le mépris de l'élite pour les élèves et leurs maîtres.

La classe dirigeante estime sans l'avouer, du moins en public, que les exécutants n'ont pas besoin d'en savoir trop long. Qu'importe ! Ses propres enfants sont placés dans des établissements publics ou privés de haut rang afin qu'ils préparent dans les meilleures conditions possibles les grandes écoles.

L'école des « Trente glorieuses » dont nous gardons la mémoire avait ses défauts mais sa dénonciation par l'extrême gauche puis son dynamitage par les libéraux de gauche et de droite provoquent un accroissement considérable des inégalités. Il faudra une révolution politique pour renverser le cours des choses.

Bertrand RENOUVIN

(1) Rien de bien nouveau : dans les années soixante, les manuels d'histoire pour classes terminales donnaient de solides connaissances sur les grandes civilisations et sur les religions.

